

Fallait-il tuer Abu Faraj al-Masri?



Ahmed Salama Mabrouk, alias Abu Faraj al-Masri, membre du conseil de la Shura de Jabhat Fath al-Sham, tué par un drone américain le 3 octobre 2016

Un vétéran du jihad mondial

Ahmed Salama Mabrouk, alias Abu Faraj al-Masri, était membre du conseil de la Shura de Jabhat Fath al-Sham, anciennement Jabhat al-Nusra. Cet Egyptien de 59 ans était un vieux briscard du jihad mondial. Proche d'un autre jihadiste égyptien illustre, le successeur d'Oussama Ben Laden Ayman al-Zawahiri, il fut, comme lui, inquiété suite à l'assassinat du président égyptien Sadate en 1979, ce qui lui valut une peine de sept ans de prison. Le 28 juillet 2016, quand l'émir de Jabhat al-Nusra, Abu Muhammad al-Joulani, annonça la mutation de l'organisation en Jabhat Fath al-Sham, rompant ainsi, soi-disant, ses liens avec Al-Qaeda, Abu Faraj al-Masri se tenait, face à la caméra, à la droite de son leader. Cet évènement avait été traité dans les colonnes de Kurultay.fr dans un précédent billet, publié en août 2016. Le 3 octobre 2016 en tout début de matinée, la voiture qui transportait le vétéran égyptien était atteinte par un missile tiré depuis un drone dans le secteur de Jisr al-Shughur, à l'ouest d'Idlib, chef-lieu du gouvernorat éponyme. Abu Faraj est décédé peu après. Dans la journée, le département d'Etat US confirmait à Reuters que la frappe avait bien été menée par les Etats-Unis. Abu Faraj al-Masri n'est pas le premier cadre historique d'Al-Qaeda tué par une « frappe ciblée » américaine. Il n'est pas non plus le premier membre du réseau ainsi visé en Syrie. Mais

sa mort survient à un moment charnière. Et il est peut-être opportun de s'interroger sur les conséquences possibles, voire indésirables, de l'opération qui l'a tué.



Le 28 juillet 2016, Abu Muhammad al-Joulani, au centre, annonce la fondation de Jabhat Fath al-Sham, soi-disant hors du giron d'Al-Qaeda. Il est flanqué d'Abu Faraj al-Masri, ici cerclé de rouge, et d'Abu Abdullah al-Shami, juge de la charia.

Le contexte: Alep – entre autres – martyrisée

Ces derniers jours, la bataille d'Alep a vu s'intensifier les attaques aériennes massives conduites par la Russie et les forces syriennes fidèles à Bachar al-Assad sur la partie orientale de la ville, tenue par les rebelles et assiégée par la partie adverse. Cette campagne de bombardements, menée à grands renforts d'armes incendiaires, de barils d'explosifs et de bombes perforantes, vise délibérément les infrastructures

civiles les plus importantes, comme les hôpitaux, et touche très durement la population, à laquelle elle inflige des pertes considérables et des conditions de vie au-delà de ce qui est descriptible. Outre les habitants d'Alep, ceux d'autres régions de Syrie, souvent soumis à des restrictions sévères, voire à des bombardements du même ordre, assistent à la destruction progressive des quartiers alépins qui tenaient encore debout. Ils observent en direct la souffrance de leurs compatriotes, la destruction de leur pays et la passivité de la communauté internationale. Inutile de préciser que parmi ceux-là, peu sont acquis à la cause de Bachar al-Assad, et que Vladimir Poutine ne compte pas parmi eux ses plus fervents soutiens. C'est de ces populations que sont issus les combattants des groupes armés de l'opposition syrienne.

«Gagner les cœurs et les esprits»

Jabhat Fath al-Sham, n'ayant pas les effectifs nécessaires pour y prétendre, ne cherche pas à prendre, à proprement parler, le contrôle de la Syrie ni de son insurrection. Il cherche à les modeler, de sorte que la population et les groupes armés se trouvent, tôt ou tard, naturellement enclins à souhaiter le mode de gouvernance que promeut l'organisation: un émirat islamique auquel la charia tiendrait lieu de constitution. Et ce dans le cadre de la *salafiya jihadiya*, dont Jabhat Fath al-Sham n'a pas plus divorcé que d'Al-Qaeda. Dans le cas contraire, d'ailleurs, le vétéran égyptien du jihad mondial Abu Faraj al-Masri, aurait sans nul doute trouvé d'autres combats pour lesquels mourir qu'un projet nationaliste syrien. Or, il comptait parmi les cadres les plus en vue de l'organisation. L'expérience nous enseigne avec assiduité que la guerre et le chaos sont un terreau fertile pour le développement de l'idéologie jihadiste. Une simple rétrospective de 1979 – début de la guerre soviétique en Afghanistan – à nos jours suffit à s'en assurer. La démarche est à la fois révolutionnaire et spirituelle. Aux turpitudes des régimes moyen-orientaux corrompus répond une approche

puritaine de préceptes religieux transcendant la vertu. Au désespoir de la vie terrestre répond l'espoir d'une vie meilleure *post-mortem*. A l'acharnement de l'ennemi répond l'idéal du martyr. L'adhésion des populations n'est pratiquement jamais spontanée ni massive. Mais l'absence durable d'alternative sur fond d'horreurs de la guerre finit par rendre l'offre attrayante, voire évidente. Surtout quand les jihadistes parviennent à être perçus comme indispensables dans les domaines clefs que sont le combat et l'administration. Ce qui est le cas de Jabhat Fath al-Sham, qui se démène à cette fin depuis ses origines.

Discréditer les offres alternatives et leurs soutiens

L'objectif de Jabhat Fath al-Sham est d'unifier l'opposition armée syrienne autour d'un projet commun. Pour y parvenir, il lui faut apparaître comme crédible aux yeux des populations et des groupes armés qui en sont issus. Et surtout, il faut que toute offre alternative soit décrédibilisée aussi largement que possible. Un enjeu majeur est que les groupes armés promoteurs d'un Etat pourvu d'une constitution et d'un parlement se ravisent et adhèrent au projet commun. Or, les principaux soutiens de tels groupes sont les pays occidentaux. Lors de son message du 28 juillet annonçant la fin des opérations de Jabhat al-Nusra et la fondation de Jabhat Fath al-Sham, Abu Muhammad al-Joulani disait vouloir par là *répondre aux demandes du peuple du Sham d'exposer au grand jour les supercheries de la communauté internationale, dirigée par les Etats-Unis et la Russie, dans ses implacables bombardements et déplacements des masses musulmanes du Sham, sous le prétexte de viser Jabhat al-Nusra, une filiale d'Al Qaeda*. Traduction triviale: «Al-Qaeda est un prétexte. Même si nous nous en séparons, ils nous bombarderont car, Américains comme Russes, ils soutiennent Assad contre le peuple syrien». Or, le 3 octobre, la Russie bombardait des objectifs civils à

Alep, où Jabhat Fath al-Sham coordonne la lutte armée. Incapable de faire infléchir son attitude à un interlocuteur sensible à la notion de rapport de force, Washington rompait le dialogue avec Moscou sur la question syrienne et le faisait savoir. Mais pratiquement au même moment, un drone américain tuait l'homme qui se tenait à droite d'al-Joulani quand celui-ci évoquait les «supercherries» américano-russes. L'idéologue jordanien du jihad Abu Qatada al-Filistini n'a pas tardé à réagir sur la plateforme Twitter, dont il est un utilisateur assidu.

Abou Qatada al-Filistini réagit à la mort d'Abu Faraj al-Masri: USA sont là pour tuer les chefs du jihad. Qui travaille avec = porc infidèle <https://t.co/eBoVvofEiJ>

– Jean-Marc LAFON (@Aquila2407) 4 octobre 2016

Selon lui lui, les Etats-Unis démontrent qu'ils ne sont là que pour tuer les chefs du jihad en Syrie. Qui coopère avec eux est un porc infidèle – message affectueux à l'attention des groupes d'opposition tentés par la coopération avec Washington. Dans la foulée, le compère et voisin d'Abu Qatada, Abu Muhammad al-Maqdisi, relayait ses propos sur la même plateforme. Pour l'observateur attentif des péripéties syrienne d'Al-Qaeda et de ses affidés plus ou moins avoués, sur un terrain purement politique et argumentaire, la boucle est désormais bouclée. Et il ne fait aucun doute qu'une population durement matraquée percevra la frappe contre un cadre de Jabhat Fath al-Sham comme un complot russo-occidental visant à juguler «la révolution du peuple syrien contre son oppresseur».

SYRIA: Pentagon says airstrike killed a prominent al-Qaeda leader in Syria. JFS confirms Abu al-Faraj al-Masri has been killed in #Idlib. pic.twitter.com/biMdtvfQRC

– Conflict News (@Conflicts) 3 octobre 2016

Faire la guerre sans faire de politique, et se perdre

Les mouvements jihadistes, tout autant qu'ils sont religieux, sont également révolutionnaires. Or, avant de liquider des dirigeants révolutionnaires, il est toujours préférable de les marginaliser. Faute de quoi leur aura se trouve renforcée par la mort que leur a infligée l'ennemi. Ils deviennent des martyrs, des héros, des éléments motivateurs, des emblèmes fédérateurs. Et ce d'autant plus que la trame de la légende ainsi écrite est un tissu religieux déployé dans le cadre d'une guerre manichéenne. Car, et c'est un principe fondamental, à la guerre, on fait de la politique. Et il est tout à fait possible qu'une action militairement parfaite soit, sur le plan politique, une catastrophe. C'est alors l'aspect politique qui prévaut. Il est, à ce titre, fort probable que la frappe ciblée contre Abu Faraj al-Masri soit contreproductive. En donnant corps aux propos d'Abu Muhammad al-Jolani sur «les supercherries» de la communauté internationale sur fond d'amplification majeure de l'effort de guerre russe, elle leur confère l'aura d'une prophétie. Elle installe l'émir de Jabhat Fath al-Sham dans le rôle, toujours envié, de celui «qui l'avait bien dit». Elle place, au pire moment, les Etats-Unis dans le rôle de «l'ennemi du peuple syrien et de son jihad», dos à dos avec la Russie. Et ce non seulement aux yeux d'une part conséquente de la population, mais aussi de groupes armés puissants. Or, sans ceux-là, il n'y aura pas de paix possible car ce sont, au final, eux qui décideront s'ils cessent le feu ou non. Sans crédit auprès d'eux, les arguments occidentaux ne prévaudront pas car lorsqu'on fait de la politique en temps de guerre, c'est généralement celui qui tient l'arme qui a raison. Même si la rébellion venait à essuyer des revers militaires sérieux, cela ne résoudrait aucun problème car le camp dit «gouvernemental» n'est plus qu'une mosaïque de potentats locaux devenue bien incapable de gouverner le pays. A l'heure où l'antenne locale

d'Al-Qaeda a tendu un piège grossier aux occidentaux à travers sa prétendue rupture de liens avec la maison-mère, il eût été de bon goût de ne pas y tomber, et de se remettre enfin à faire de la politique. Au lieu de cela, il a été choisi de liquider, au pire moment, un individu dont la dimension stratégique est hautement discutable, mais dont la mort, en discréditant les occidentaux, risque d'ancrer la Syrie dans un processus de «somalisation» de plus en plus inéluctable. Ceux qui auraient voulu voir se tarir le flux des réfugiés et les vocations terroristes n'ont qu'à bien se tenir. La question la plus obsédante étant peut-être bien de savoir si de telles erreurs sont le fait de choix délibérés que leurs auteurs croient judicieux, ou d'une coordination catastrophiques entre des services aux agendas contradictoires.

Jean-Marc LAFON